

CHAMBRE DES FONCTIONNAIRES  
ET EMPLOYÉS PUBLICS

LUXEMBOURG

A-506/82-44

A V I S

sur le projet de loi modifiant la loi modifiée du  
17 avril 1964 portant réorganisation de l'admini-  
stration des contributions directes et des accises

Par dépêche du 22 novembre 1982, Monsieur le Secrétaire d'Etat aux Finances a demandé l'avis de la Chambre des Fonctionnaires et Employés publics sur le projet de loi spécifié à l'intitulé.

Ce projet a pour but de modifier l'article 3 de la loi organique de l'administration des contributions afin de permettre à tous les fonctionnaires qui ont réussi à l'examen de promotion pour la filière du receveur, de terminer leur carrière au grade 12, y compris 11 agents entrés dans la carrière moyenne par le biais de la "carrière ouverte".

L'exposé des motifs explique qu'il s'agit de faire disparaître "des inégalités manifestes et des rigueurs" qui résulteraient du fait que, normalement, la filière du receveur se termine au grade 11, tandis que celle du contrôleur, qui a réussi aux deux parties de l'actuel double examen de promotion des contributions, se termine au grade 13.

A ce sujet, la Chambre des Fonctionnaires et Employés publics tient à souligner que la rapide mise en vigueur du projet de règlement grand-ducal fixant les conditions d'admission, de nomination et de promotion des fonctionnaires de la carrière du rédacteur à l'administration des contributions - projet sur lequel la Chambre a émis son avis le 19 février déjà -, par l'introduction d'un examen de promotion unique dans la carrière moyenne, mettra définitivement fin à une situation qui, au cours des dernières décennies, n'a cessé de donner lieu à des contestations et à des revendications diversément motivées.

D'autre part, pour autant que les informations dont la Chambre dispose sont exactes, le Gouvernement n'entend pas procéder à une révision générale des traitements, mais, en raison des circonstances économiques actuelles, seulement à l'élimination des cas de rigueur reconnus comme tels après analyse des dossiers revendicatifs. La solution de bon nombre de cas de rigueur, dont la Chambre des Fonctionnaires et Employés publics avait été saisie par divers groupes, a d'ailleurs été réservée par le Gouvernement pour être examinée dans l'ensemble du projet de loi à élaborer.

Dans ces circonstances, la Chambre se demande s'il ne serait pas opportun de traiter dans le même cadre le problème de la fin de carrière des receveurs des contributions, ceci d'autant plus que l'affaire ne paraît guère avoir un caractère urgent alors que la plupart des intéressés viennent seulement de changer de carrière et devront de toute façon, conformément au dernier alinéa du texte proposé, attendre la promotion du dernier collègue de la carrière du contrôleur avant de pouvoir bénéficier de l'avancement respectivement au grade 11 et 12.

Ainsi délibéré en séance plénière le 16 décembre 1982.

Le Secrétaire,



Le Président



CHAMBRE DES FONCTIONNAIRES  
ET EMPLOYÉS PUBLICS

11, AVENUE DE LA PORTE-NEUVE  
2227 LUXEMBOURG

Luxembourg, le 17 décembre 1982.

Monsieur le Secrétaire  
d'Etat aux Finances

L u x e m b o u r g

Monsieur le Secrétaire d'Etat,

Me référant à votre dépêche du 22 novembre 1982, j'ai l'honneur de vous transmettre en annexe l'avis de la Chambre des Fonctionnaires et Employés publics sur le projet de loi modifiant la loi modifiée du 17 avril 1964 portant réorganisation de l'administration des contributions directes et des accises.

Veuillez agréer, Monsieur le Secrétaire d'Etat, l'assurance de ma plus haute considération.

Pour le Président de la Chambre  
des Fonctionnaires et Employés publics,

p.d.

*Arístay*  
Secrétaire

